

Résolution adoptée à la séance plénière du 12 janvier 2021

## Construire la Francophonie contemporaine avec les citoyennes et les citoyens

### Déclaration du groupe de la CGT-FO

Déjà en 2018 le CESE avait adopté une résolution à l'occasion du 17ème Sommet de la francophonie à Erevan en Arménie. Il a clairement plaidé pour doter la francophonie d'une feuille de route politique, une plus grande intégration de la société civile et l'inscription dans les objectifs du développement durable. Les milliers de morts dans la guerre du Haut-Karabakh de 2020 nous rappellent à quel point le combat pour la paix et le développement humain reste essentiel. Cette année, le sommet de la francophonie se tiendra à Djerba en Tunisie et le CESE s'exprime à nouveau à travers cette résolution pour aller encore plus loin dans son souhait que la francophonie institutionnelle se concrétise davantage. Pour le CESE l'espace francophone doit s'inscrire dans l'état de droit et la démocratie. Il rappelle l'importance des enjeux démocratiques pour la concrétisation des objectifs du développement durables de l'ONU.

Le groupe FO ne peut que saluer une vision qui met en avant l'importance que le développement puisse bénéficier à l'ensemble des peuples et rejoint plusieurs des principes retenus dans cette résolution. La défense du multilatéralisme est pour nous essentielle pour assurer la stabilité des relations entre les peuples dans un esprit de paix, d'échange, d'égalité et de respect. Les intérêts des plus forts ne doivent pas être les seuls à primer et les pays francophones pauvres ne doivent pas être réduits en réservoirs de matières premières ou en lieux d'installation privilégiés pour tirer les conditions sociales vers le bas et passer outre tout respect des exigences environnementales. La solidarité doit être au cœur de la francophonie. Il est urgent que l'aide au développement soit renforcée pour tenir compte du contexte actuel de crise sanitaire. Cette aide ne doit toutefois pas être que financière mais porter sur des questions, économiques, de formation, d'emploi, etc. pour permettre aux pays francophones de créer de la richesse, du travail, se développer et combattre la pauvreté qui touche une grande partie de leurs populations. Pour le groupe FO les objectifs de développement et de progrès social sont primordiaux.

Enfin nous regrettons que le CESE cherche à transposer dans les pays francophones la participation citoyenne en la présentant comme étant l'aboutissement d'une amélioration démocratique, sans tenir compte des risques qu'un tel processus représente pour ces pays, où les institutions représentatives ont déjà du mal à fonctionner. Nous craignons qu'une telle démarche ne soit qu'une échappatoire pour diluer les responsabilités politiques et mettre en avant les élites les plus formées sans avoir à leur demander de rendre les comptes qu'exige un mandat représentatif.

Le groupe FO a voté pour cette résolution